La violence à l'encontre des femmes est un phénomène très fort en Tunisie. Il existe peu de mécanismes d'aide. En attendant que l'Etat assure la protection des citoyens, la société civile travaille sur le terrain. L'Association tunisienne des femmes démocrates a ouvert au début de l'été un centre d'écoute pour les femmes victimes de violence à Kairouan.

Le local est perché au dernière étage d'un petit immeuble du centre ville de Kairouan, et quand on tape à la porte, c'est la souriante Rym Sebri qui ouvre. C'est elle qui reçoit les femmes victimes de violence et qui cherchent de l'aide.

Le Centre d'écoute des femmes victimes de violence de l'ATFD a ouvert ses portes il y a peu à Kairouan, juste au début de l'été. La situation est toujours la même : la société civile pallie aux défaillances de l'Etat, encore incapable de venir en aide à celles et ceux qui en ont besoin.

Anissa Saïdi est à l'origine du projet. Syndicaliste, militante des droits de l'Homme, cette prof de philo très énergique, fille du pays, qui a grandi dans une famille ouverte, explique avoir fait face à la discrimination pour la première fois de sa vie en entrant dans le monde du travail : « *A la maison j'étais la seule fille au milieu de mes frères, mais mes parents n'ont jamais fait de distinction entre nous.*
» C'est aussi au fil de son engagement syndicaliste qu'elle se rend compte que les femmes sont discriminées et qu'elle adhère à l'ATFD. Il y a quelques mois, l'ATFD décide d'ouvrir une section à Kairouan pour aider les femmes victimes de violences et pour pousser à l'engagement des femmes :

La société civile est partie prenante du changement social, nous devons pousser pour que les choses avancent explique-t-elle.

Aide psychologique et juridique

Les femmes de la région commencent doucement à en entendre parler et à venir chercher une aide. Il y a d'abord un suivi psychologique, pour que les victimes puissent parler. Rym Sebri reçoit les femmes qui se présentent à l'association ou téléphonent. Elles prennent rendez-vous pour expliquer leur situation et sont reçues par deux membres de l'association qui les écoutent et leur proposent une aide juridique. C'est le second volet du soutien apporté par l'ATFD, qui propose des rendez-vous avec l'avocate du centre Yosra Barak. Maître Barak prend en charge les dossiers des femmes qui désirent poursuivre en justice. Sur la quinzaine de femmes qui se sont présentées au centre depuis le mois de juin, quatre sont actuellement en procès. Toute l'assistance apportée est gratuite.

Il y a beaucoup de femmes qui n'ont pas les moyens de payer un avocat. C'est donc très important d'être ici. L'association leur donne une aide pour une orientation juridique, pour que les femmes apprennent à se défendre. Nous sommes dans l'aide pratique témoigne Yosra Barack.

Rym Sebri, qui s'occupe du centre, explique que son ouverture à Kairouan est importante, car il y a besoin d'une prise de conscience autour des droits des femmes : « *Le phénomène de la violence contre les femmes est quelque chose que l'on ne voit pas. C'est lorsque l'on est dans le centre que l'on comprend sa dimension, que l'on comprend les droits et que l'on se rend compte qu'il y a un grand pourcentage de femmes victimes. On entend toujours dire que les femmes ont beaucoup de droits en Tunisie, mais en pratique les femmes n'ont pas tous leurs droits et elles ne sont pas correctement informées sur ce sujet.*
»

Défense des droits des femmes à Kairouan : un sujet important

Parler de droits des femmes à Kairouan n'est pas évident. La ville est conservatrice, le gouvernorat peu urbanisé, comme la plupart des régions de l'intérieur du pays. Quand l'ATFD a voulu s'implanter dans la ville elle a été mal reçue : mécréante, rcdiste… L'association essuie remarques et critiques sans sourciller. Et Anissa Saïdi ne lâche rien. Elle garde en tête l'importance de la mise en place d'un lieu d'aide pour les femmes.

Rym Sebri rapporte que beaucoup de ses amies sont victimes car la violence est un phénomène quotidien. Elle explique que, comme ses amies, il y a peu, elle n'était pas au fait de tous ses droits. Rym, maîtrisarde d'anglais, ancienne diplômée chômeuse qui s'est usée sur les bancs des centres d'appel, représente une bonne partie de la jeunesse tunisienne, éduquée

mais sans connaissance précise de ses droits.

Yosra Barak, l'avocate de l'association, avoue que pour elle aussi la question des droits des femmes était abstraite. Avec dix ans de pratique, elle a travaillé sur de nombreux cas de divorce et de violence, mais sans jamais être engagée pour une cause. Elle aussi parle du manque de connaissances : « *C'est vrai que par rapport aux autres pays arabes nous avons une situation très avancée. Mais la plupart des femmes n'ont pas conscience des droits qu'elles ont,* témoigne-t-elle. *Il y a un manque de conscience.* »

La prise de conscience des droits des femmes est pourtant nécessaire. Maître Barak explique que la violence est présente dans tous les milieux et qu'elle change suivant le niveau social, expliquant que les classes aisées auront plutôt tendance à user de violence morale et verbale, alors que les classes plus modestes seraient plutôt dans l'utilisation de la violence physique.

L'implantation d'un lieu d'aide pour les femmes en région doit permettre de répondre aux attentes sur le terrain, même si pour l'instant, comme le rapporte l'avocate :

Il y a encore beaucoup de femmes qui ne savent pas que l'association existe, et beaucoup ne savent pas exactement ce que l'on fait. Avec le temps, ça va changer.